
Le 30-01-2017

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Déclaration du Parti de la démondialisation (Pardem)

Le 31 janvier 2017.

Avec la désignation de Benoît Hamon comme candidat du Parti socialiste, le paysage du premier tour de l'élection présidentielle est désormais campé. Le combat va maintenant s'organiser pour la présence au second tour.

Sauf accident pour l'instant imprévisible, Madame Le Pen devrait y figurer. Face à elle se trouvera le probable futur président de la République : Monsieur Fillon s'il parvient à se sortir du borbier dans lequel il s'est mis, ou Monsieur Macron, soutenu indéfectiblement par les grands médias et *l'establishment*, si l'électorat de gauche applique la règle du « *moins pire* ». Pour jouer ce rôle Monsieur Hamon n'est pas calibré, et encore moins Monsieur Mélenchon. Ces deux derniers, à coup presque sûr, ne seront pas au deuxième tour et ne passeront pas devant Monsieur Macron.

Benoît Hamon, logiquement, a tendu la main à l'écologiste Yannick Jadot, bien à la peine, et à Jean-Luc Mélenchon : « *je leur proposerai de construire ensemble une majorité gouvernementale cohérente et durable pour le progrès social, écologique et démocratique* ». Monsieur Mélenchon a dit non, le PCF a dit oui. Son porte-parole, Olivier Dartigolles, juge que « *la victoire de M. Hamon, avec des propositions s'inscrivant dans le débat pour une alternative de gauche au hollandisme, est une bonne nouvelle pour la gauche tout entière* ». Il a ajouté « *Oui, on va discuter avec toute la gauche anti-austérité.* »

On retrouve ainsi un parfum de « *gauche plurielle* ». Tel était le nom du gouvernement socialiste du Premier ministre Lionel Jospin, comprenant des ministres communistes et écologistes, et... Monsieur

Mélenchon. C'est ce gouvernement (1997-2002) qui détient le record des privatisations et qui déboucha sur l'élimination de Lionel Jospin du deuxième tour de la présidentielle, et l'appel de toute la gauche à voter... Chirac !

La décrépitude méritée de la gauche est telle que des problèmes similaires se posent à elle aujourd'hui. Car le vote pour le premier tour de la présidentielle doit être éclairé par les duels possibles du second tour, les législatives qui suivront et leur lendemain.

Trois possibilités crédibles se dessinent pour le second tour : Le Pen – Fillon ; Le Pen – Macron ; Fillon – Macron. Le reste n'est que chimères.

Dans l'hypothèse d'un duel Le Pen – Fillon, que va faire la gauche ? Appellera-t-elle, comme en 2002, à voter pour le « *moins pire* » ? Acceptera-t-elle d'être accusée de faire le jeu du FN ou refusera-t-elle de participer à une élection qui a tout de la mascarade ?

Dans l'hypothèse d'un duel Le Pen – Macron, que va faire la gauche ? Appellera-t-elle à voter pour le « *moins pire* » des « *moins pire* » (après tout Monsieur Macron a fait partie du gouvernement socialiste) ? Acceptera-t-elle d'être accusée de faire le jeu de *l'establishment* ou refusera-t-elle de participer à une élection qui ressemblera à un piège ?

Dans l'hypothèse d'un duel Fillon – Macron, que va faire la gauche ? Appellera-t-elle à voter pour le candidat de *l'establishment* ou refusera-t-elle de participer à une élection sans enjeu ?

Les électeurs aimeraient connaître les positions respectives de Messieurs Jadot, Hamon et Mélenchon.

Dans tous les cas, la gauche est dans l'impasse. Cette élection est déjà perdue pour elle, voter pour ses candidats, quels qu'ils soient, au premier ou au second tour, ne présente aucun intérêt.

Le seul candidat pouvant apporter un souffle d'air frais sur ce marigot est Jacques Nikonoff, candidat du Rassemblement pour la démondialisation. Il montre le caractère obsolète du clivage gauche – droite et met en avant le vrai clivage d'aujourd'hui, celui entre les classes dominantes et le peuple, entre les mondialisateurs, actifs ou consentants, et les démondialisateurs. Car tous ces candidats et partis qui se disputent le pouvoir ont un point commun, celui d'accepter en réalité la mondialisation

néolibérale et les trois piliers sur lesquels elle repose : le libre-échange, la globalisation financière, les institutions supranationales qui tuent la souveraineté des nations et la démocratie. Aucun d'entre eux, par exemple, ne veut sortir immédiatement et unilatéralement de l'euro et de l'Union européenne. Si par malheur ils accédaient au pouvoir, au-delà de différences minimales, ils poursuivraient la même politique menée depuis quarante ans.

Il faut donc utiliser l'élection présidentielle et les élections législatives comme un moment de construction de la force qui remplacera ce théâtre d'ombres, celle des démondialisateurs. La priorité est donc à la collecte des parrainages pour permettre à Jacques Nikonoff, censuré par les grands médias, de participer à la présidentielle. La priorité est aussi au succès des candidats du Parti de la démondialisation aux élections législatives.

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire